

orientale pourront choisir librement la forme de leur gouvernement, droit fondamental de l'homme dont elles n'ont pas joui depuis des années? Est-ce faire preuve d'une attitude réaliste que de continuer dans l'arène internationale de discuter le fait renversant de la subjugation coloniale de nombreux individus, minorités et nations au sein de l'empire soviétique, tout en pressant fermement les autorités soviétiques à poursuivre la rationalisation et la libération des régimes communistes qui gouvernent par une minorité,—et, en réaffirmant notre croyance qu'il faudrait instituer un vote libre pour déterminer quels sont en réalité les désirs de ces peuples submergés et effectivement muselés? Nombre d'observateurs sérieux croient que c'est là un défi que les chefs soviétiques ne tiennent pas à relever et l'un de nos thèmes à reprendre souvent pourrait fort bien exprimer notre espoir que la prétendue stabilité de la structure communiste subisse l'épreuve de l'existence libre de partis d'opposition et de la libre expression de la volonté réfléchie des nations qui la composent.

Honorables sénateurs, je signale à votre attention le dernier alinéa de la lettre que le premier ministre a envoyée le 13 novembre à M. Boulganine, à propos de la situation en Hongrie:

Le gouvernement et la population du Canada n'ont aucun désir d'influer sur la forme de gouvernement que choisissent les populations de l'Europe orientale. Notre seul vœu c'est qu'elles aient la liberté de choisir, et que les gouvernements ainsi choisis suivent indépendamment leur propre ligne de conduite, respectant les droits égaux de tous leurs voisins et ne tenant compte que des besoins et des vœux de leur propre population en conformité des principes et des buts de la Charte des Nations Unies.

Bien sûr, nos gens doivent comprendre et se souvenir qu'aucun témoignage valable n'infirmes notre conviction, d'après laquelle les Soviétiques poursuivent toujours le même objectif, leur même unique objectif: la domination de l'univers par le monde communiste. Bien entendu, les Soviétiques varient leurs tactiques; mais ces manœuvres dépendent de ce que la puissante machine de l'État actuellement dirigée par une oligarchie, juge être la manière la plus efficace d'en arriver à réaliser ses plans prémédités de conquête, lesquels ont pour but la destruction et la conversion au communisme de ce qu'ils appellent les démocraties capitalistes de l'Occident.

D'habitude, et jusqu'aux récents événements survenus en Hongrie, les communistes avaient pour tactique de nous rassurer,—ils mettaient constamment de l'avant leur sempiternel thème de la coexistence pacifique ou de la saine concurrence,—sans cependant, et cela est assez significatif, renoncer à déclarer avec emphase qu'aucune

coexistence n'était possible entre les idéologies démocratiques et communistes. Tablant sur notre prétendu manque de discipline interne et de persévérance, les dirigeants soviétiques cherchent toujours par leurs efforts toujours mieux concertés à dépasser les États démocratiques, tout particulièrement dans le domaine militaire et industriel. Pour quels motifs? Je vous le demande.

Honorables sénateurs, je me rends compte que mon analyse de certains aspects du problème que j'ai exposés est insuffisante. Toutefois, je soutiens respectueusement que ce sont là des choses que les Canadiens doivent garder en mémoire en faisant effort pour renforcer la structure sociale de nos démocraties, en se guidant, comme il se doit, sur les principes de la justice distributive qui jouent autant sur le plan international que sur le plan national lorsqu'il s'agit de liberté, d'unité et de fraternité humaine.

**Des voix:** Très bien!

**L'honorable Sarto Fournier:** Honorables sénateurs, j'ai reçu avec grand plaisir et j'ai accepté avec beaucoup de gratitude l'invitation qui m'a été faite d'appuyer la motion si bien présentée par le sénateur de Winnipeg (l'honorable M. Wall) tendant à voter une adresse en réponse au discours du trône.

Vu que c'est la première fois que je prends la parole devant cette honorable assemblée, mes collègues comprendront que je fasse appel à leur générosité et que je demande leur indulgente attention dès le début de mes remarques.

Honorables sénateurs, l'occasion nous a été fournie hier d'entendre le discours qu'a prononcé Son Excellence le Gouverneur général, de sorte que nous sommes maintenant en mesure de comprendre pourquoi exactement le Parlement a été convoqué en session spéciale. On nous a convoqués ici pour que nous prenions une décision si grave qu'elle aura certainement une répercussion sur les prochains événements qui se dérouleront dans le monde. La même proposition a été portée à l'attention de dix-huit autres pays, afin que tous s'unissent pour prévenir la guerre et ramener la paix entre ces pays qui ont si imprudemment, et à tort à mon avis, pris sur eux de régler leurs problèmes d'ordre économique en recourant aux armes au Moyen-Orient.

On nous demande également de voter un certain montant d'argent, un million de dollars, représentant la contribution du Canada destinée à aider les Hongrois qui sont actuellement plongés dans la pire des tragédies nationales de notre époque. Nous serons heureux de voter cet argent, pour que notre pays ne faillisse pas à son honneur.